

(Commentaire émis à la suite du Manifeste des citoyens-mangeurs du Québec)

L'État, c'est aussi les gouvernements locaux comme les Conseils municipaux et les Commissions scolaires. Ainsi, il est à souhaiter que les signataires de cette pétition prennent la parole localement pour que ces propositions créent un meilleur encadrement des cuisines et cafétérias scolaires et des amendements aux règlements municipaux de zonage afin que soient éloignés des écoles les établissements de restauration rapides.

Michel Bourgault